

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence motivée par l'exécution urgente de l'accord intersectoriel de programmation sociale pour les années 1991-1994;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'intitulé de l'arrêté royal du 13 juillet 1989 relatif à la formation et à la promotion aux grades d'inspecteur et d'inspecteur principal de police est remplacé par l'intitulé suivant :

« Arrêté royal relatif à la formation et à la promotion au grade d'inspecteur de police. »

Art. 2. L'article 7 de l'arrêté royal précité est abrogé.

Art. 3. A l'alinéa 1^{er} de l'article 9 de l'arrêté royal précité, les mots et d'inspecteur principal » sont supprimés.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 1995.

Art. 5. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 3 mars 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,

J. VANDE LANOTTE

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door het feit dat het intersectorieel akkoord van sociale programmatie van de jaren 1991-1994 dringend moet worden uitgevoerd;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het opschrift van het koninklijk besluit van 13 juli 1989 betreffende de opleiding en de bevordering tot de graden van inspecteur en hoofdinspecteur van politie wordt vervangen door het volgende opschrift :

« Koninklijk besluit betreffende de opleiding en de bevordering tot de graad van inspecteur van politie. »

Art. 2. Artikel 7 van het voormelde koninklijk besluit wordt opgeheven.

Art. 3. In het eerste lid van artikel 9 van het voormeld koninklijk besluit worden de woorden « en hoofdinspecteur » geschrapt.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 1995.

Art. 5. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 3 maart 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

J. VANDE LANOTTE

F. 95 — 699

3 MARS 1995. — Arrêté royal fixant les conditions d'ancienneté, de formation complémentaire et d'avis favorable du chef de corps pour pouvoir octroyer certaines échelles de traitement aux titulaires de certains grades de la police communale

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 189, modifié par la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat;

Vu l'arrêté royal du 20 juin 1994 fixant les dispositions générales relatives à la rémunération du personnel des services publics d'incendie et du personnel de la police communale et notamment l'article 2 et l'annexe I modifié par l'arrêté royal du 28 novembre 1994;

Vu l'association des régions;

Vu le protocole n° 94/16 du 15 février 1995 du Comité des services publics provinciaux et locaux;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence motivée par l'exécution urgente de l'accord intersectoriel de programmation sociale pour les années 1991-1994;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Les conditions d'octroi d'une échelle barémique dont le maximum est supérieur à 767.000 francs sans pouvoir dépasser 834.000 francs au titulaire du grade d'agent auxiliaire de police sont les suivantes :

1° disposer d'une ancienneté de service de 16 ans au moins;

2° après avoir été nommé en qualité d'agent auxiliaire, avoir suivi au moins 100 heures, le cas échéant cumulées, de cours de perfectionnement, recyclage ou spécialisation agréés par le Ministre de l'Intérieur, et avoir réussi les éventuelles épreuves s'y rapportant;

N. 95 — 699

3 MAART 1995. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de voorwaarden inzake anciënniteit, bijscholing en gunstig advies van de korpschef om sommige weddeschalen aan de titularissen van sommige graden van de gemeentepolitie te kunnen toekennen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid op artikel 189, gewijzigd bij de gewone wet tot vervollediging van de federale staatsstructuur van 16 juli 1993;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 juni 1994 tot vaststelling van de algemene bepalingen betreffende de bezoldiging van het personeel van de openbare brandweerdiensten en het personeel van de gemeentepolitie, inzonderheid op artikel 2 en de bijlage I gewijzigd bij het koninklijk besluit van 28 november 1994;

Gelet op de betrokkenheid van de gewesten;

Gelet op het protocol nr. 94/16 van 15 februari 1995 van het Comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door het feit dat het intersectorieel akkoord van sociale programmatie van de jaren 1991-1994 dringend moet worden uitgevoerd;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De voorwaarden tot toekenning van een weddeschaal waarvan het maximum hoger ligt dan 767.000 frank zonder 834.000 frank te mogen overschrijden, aan de houder van de graad van hulpagent van politie zijn de volgende :

1° over ten minste 16 jaar dienstanciënniteit beschikken;

2° na benoemd te zijn in de graad van hulpagent, ten minste 100 uren, in voorkomend geval gecumuleerd, vervolmakings-, bijscholings- en specialisatiecursussen, erkend door de Minister van Binnenlandse Zaken, gevolgd hebben en geslaagd zijn voor de eventuele proeven die daarop betrekking hebben;

3° un avis favorable du chef de corps ou de l'autorité de recours, émis conformément aux procédures d'évaluation et de recours fixées dans le règlement communal.

Art. 2. Les conditions d'octroi d'une échelle barémique dont le maximum est supérieur à 960 000 francs sans pouvoir dépasser 1 000 000 francs au titulaire du grade d'agent de police ou de garde champêtre sont les suivantes :

1° disposer d'une ancienneté de service de 12 ans au moins;
2° — soit être titulaire d'au moins un des brevets ou certificats suivants :

a) le certificat d'inspecteur de police visé à l'arrêté royal du 13 juillet 1989 relatif à la formation aux grades d'inspecteur et d'inspecteur principal de police;

b) le brevet d'officier de police judiciaire auxiliaire du procureur du Roi visé à l'arrêté royal du 13 juillet 1989 relatif au brevet d'officier de police judiciaire auxiliaire du procureur du Roi, délivré à certains membres de la police communale;

c) le certificat visé à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 4 août 1987 relatif aux certificats délivrés par les écoles de police;

d) le brevet de candidat commissaire et commissaire adjoint de police délivré en vertu de l'arrêté royal du 12 avril 1965 relatif au brevet de candidat commissaire et commissaire adjoint de police;

e) le brevet d'officier de la police communale prévu par l'arrêté royal du 25 juin 1991 portant les dispositions générales relatives à la formation des officiers de la police communale, aux conditions de nomination aux grades d'officier de la police communale et aux conditions de recrutement et de nomination au grade d'aspirant officier de la police communale;

— soit après avoir été nommé en qualité d'agent de police ou de garde champêtre, avoir suivi au moins 200 heures, le cas échéant cumulées, de cours de perfectionnement, recyclage ou spécialisation agréés par le Ministre de l'Intérieur, et avoir réussi les éventuelles épreuves s'y rapportant;

3° un avis favorable du chef de corps ou de l'autorité de recours, émis conformément aux procédures d'évaluation et de recours fixées dans le règlement communal.

Art. 3. Les conditions d'octroi d'une échelle barémique dont le maximum est supérieur à 1 370 000 francs sans pouvoir dépasser 1 420 000 francs au titulaire du grade de commissaire adjoint de police des communes de classe supérieure ou égale à 17 sont les suivantes :

1° disposer d'une ancienneté de service de 16 ans au moins;
2° — soit être porteur d'au moins un des diplômes ou certificats pris en considération pour le recrutement aux emplois de niveau 1 dans les administrations de l'Etat;

— soit après avoir été nommé au grade de commissaire adjoint de police, avoir suivi au moins 1 000 heures, le cas échéant cumulées, de cours de perfectionnement, recyclage ou spécialisation agréés par le Ministre de l'Intérieur, et avoir réussi les éventuelles épreuves s'y rapportant;

3° un avis favorable du chef de corps ou de l'autorité de recours, émis conformément aux procédures d'évaluation et de recours fixées dans le règlement communal.

Art. 4. Les échelles de traitement visées aux articles 1 à 3 inclus sont, par disposition transitoire, d'application pour les titulaires des grades concernés pour autant qu'ils remplissent les conditions suivantes au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté :

1° disposer d'une ancienneté de service de 25 ans au moins;
2° être âgé d'au moins 50 ans;

3° un avis favorable du chef de corps ou de l'autorité de recours, émis conformément aux procédures d'évaluation et de recours fixées dans le règlement communal;

Art. 5. L'avis favorable du chef de corps tel que visé aux articles 1 à 4 inclus, est fondé sur l'appréciation d'au moins un supérieur hiérarchique et comprend une appréciation globale des qualités professionnelles de l'intéressé.

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur au moment de l'application de la révision générale des barèmes aux autres catégories du personnel de la même autorité et au plus tôt le 1^{er} janvier 1994.

3° een gunstig advies van de korpschef of van de beroepsinstantie, afgeleverd overeenkomstig de evaluatie- en beroepsprocedure zoals vastgesteld in het gemeentereglement.

Art. 2. De voorwaarden tot toekenning van een weddeschaal waarvan het maximum hoger ligt dan 960 000 frank zonder 1 000 000 frank te mogen overschrijden aan de houder van de graad van politieagent of veldwachter zijn de volgende :

1° over ten minste 12 jaar dienstanciënniteit beschikken;
2° — hetzij ten minste houder zijn van één van de volgende brevetten of getuigschriften :

a) het getuigschrift van inspecteur van politie zoals bedoeld in het koninklijk besluit van 13 juli 1989 betreffende de opleiding en bevordering tot de graden van inspecteur en hoofdinspecteur van politie;

b) het brevet van officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings zoals bedoeld in het koninklijk besluit van 13 juli 1989 betreffende het brevet van officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings, uitgereikt aan sommige leden van de gemeentepolitie;

c) het getuigschrift bedoeld in artikel 2 van het ministerieel besluit van 4 augustus 1987 betreffende de getuigschriften afgeleverd door de politiescholen;

d) het brevet van kandidaat-commissaris en adjunct-commissaris van politie afgeleverd krachtens het koninklijk besluit van 12 april 1965 betreffende het brevet van kandidaat-commissaris en adjunct-commissaris van politie;

e) het brevet van officier van de gemeentepolitie bepaald bij het koninklijk besluit van 25 juni 1991 houdende de algemene bepalingen betreffende de opleiding van de officieren van de gemeentepolitie, de voorwaarden tot benoeming in de graden van officier van de gemeentepolitie en de voorwaarden tot aanwerving en benoeming in de graad van aspirant-officier van de gemeentepolitie;

— hetzij, na benoemd te zijn in de graad van politieagent of veldwachter, ten minste 200 uren, in voorkomend geval gecumuleerd, vervolmakings-, bijscholings- en specialisatiecursussen, erkend door de Minister van Binnenlandse Zaken, gevolgd hebben en geslaagd zijn voor de eventuele proeven die daarop betrekking hebben;

3° een gunstig advies van de korpschef of van de beroepsinstantie, afgeleverd overeenkomstig de evaluatie- en beroepsprocedure zoals vastgesteld in het gemeentereglement.

Art. 3. De voorwaarden tot toekenning van een weddeschaal waarvan het maximum hoger ligt dan 1 370 000 frank zonder 1 420 000 frank te mogen overschrijden aan de houder van de graad van adjunct-commissaris van politie van de gemeenten waarvan de klasse gelijk is aan of hoger dan klasse 17 zijn de volgende :

1° over ten minste 16 jaar dienstanciënniteit beschikken;
2° — hetzij ten minste houder zijn van één van de diploma's of getuigschriften die in aanmerking genomen worden voor de werving in de betrekkingen van niveau 1 bij de Rijksbesturen;

— hetzij, na benoemd te zijn in de graad van adjunct-commissaris van politie, ten minste 1 000 uren, in voorkomend geval gecumuleerd, vervolmakings-, bijscholings- en specialisatiecursussen, erkend door de Minister van Binnenlandse Zaken, gevolgd hebben en geslaagd zijn voor de eventuele proeven die daarop betrekking hebben;

3° een gunstig advies van de korpschef of van de beroepsinstantie, afgeleverd overeenkomstig de evaluatie- en beroepsprocedure zoals vastgesteld in het gemeentereglement.

Art. 4. De weddeschalen bedoeld in artikel 1 tot en met 3 zijn bij overgangsmaatregel van toepassing op de houders van de desbetreffende graden voor zover zij op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit besluit aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° over ten minste 25 jaar dienstanciënniteit beschikken;
2° ten minste 50 jaar oud zijn;

3° een gunstig advies bekomen van de korpschef of van de beroepsinstantie, afgeleverd overeenkomstig de evaluatie- en beroepsprocedure zoals vastgesteld in het gemeentereglement;

Art. 5. Het gunstig advies van de korpschef zoals bedoeld in de artikelen 1 tot en met 4 is gebaseerd op de evaluatie door ten minste een hiërarchische overste en bevat een globale evaluatie van de beroepshoedanigheden van de betrokkene.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking op het ogenblik van de toepassing van de algemene herziening van de weddeschalen op de andere personeelscategorieën van dezelfde overheid en ten vroegste op 1 januari 1994.

Art. 7. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 3 mars 1995.

ALBERT

Par le Roi :
Le Ministre de l'Intérieur,
J. VANDE LANOTTE

Art. 7. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, op 3 maart 1995.

ALBERT

Van Koningswege :
De Minister van Binnenlandse Zaken,
J. VANDE LANOTTE

F. 95 — 700

3 MARS 1995. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 20 juin 1994 fixant les dispositions générales relatives à la rémunération du personnel des services publics d'incendie et du personnel de la police communale

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile, notamment l'article 9, modifié par la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 189, modifié par la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat;

Vu l'arrêté royal du 20 juin 1994 fixant les dispositions générales relatives à la rémunération du personnel des services publics d'incendie et du personnel de la police communale, modifié par l'arrêté royal du 28 novembre 1994;

Vu l'association des régions;

Vu le protocole n° 94/10 du 15 février 1995 du Comité des services publics provinciaux et locaux;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence motivée par l'exécution urgente de l'accord intersectoriel de programmation sociale pour les années 1991-1994;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. A l'annexe I — Personnel de la police communale, I. Police urbaine de l'arrêté royal du 20 juin 1994, aux rubriques intitulées « grade », « Minimum » et « Maximum » sont apportées les modifications suivantes dans la subdivision « commissaire de police adjoint » :

- 1° les mentions « < 14 », « 645 000 » et « 1 050 000 » sont supprimées;
- 2° les mentions « 15 en 16 » sont remplacées par « 14, 15 et 16 ».

Art. 2. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 3 mars 1995.

ALBERT

Par le Roi :
Le Ministre de l'Intérieur,
J. VANDE LANOTTE

N. 95 — 700

3 MAART 1995. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 juni 1994 tot vaststelling van de algemene bepalingen betreffende de bezoldiging van het personeel van de openbare brandweerdiensten en het personeel van de gemeentepolitie

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming, inzonderheid op artikel 9, gewijzigd bij de gewone wet tot vervollediging van de federale staatsstructuur van 16 juli 1993;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid op artikel 189, gewijzigd bij de gewone wet tot vervollediging van de federale staatsstructuur van 16 juli 1993;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 juni 1994 tot vaststelling van de algemene bepalingen betreffende de bezoldiging van het personeel van de openbare brandweerdiensten en het personeel van de gemeentepolitie, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 28 november 1994;

Gelet op de betrokkenheid van de gewesten;

Gelet op het protocol nr. 94/10 van 15 februari 1995 van het Comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door het feit dat het intersectorieel akkoord van sociale programmering van de jaren 1991-1994 dringend moet worden uitgevoerd;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In bijlage I — Personeel van de gemeentepolitie, I. Stedelijke politie van het koninklijk besluit van 20 juni 1994, onder de rubrieken « graad », « Minimum » en « Maximum », worden in de onderafdeling « adjunct-commissaris van politie » de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° de vermeldingen « < 14 », « 645 000 » en « 1 050 000 » worden geschrapt;
- 2° de vermeldingen « 15 en 16 » worden vervangen door « 14, 15 en 16 ».

Art. 2. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 3 maart 1995.

ALBERT

Van Koningswege :
De Minister van Binnenlandse Zaken,
J. VANDE LANOTTE